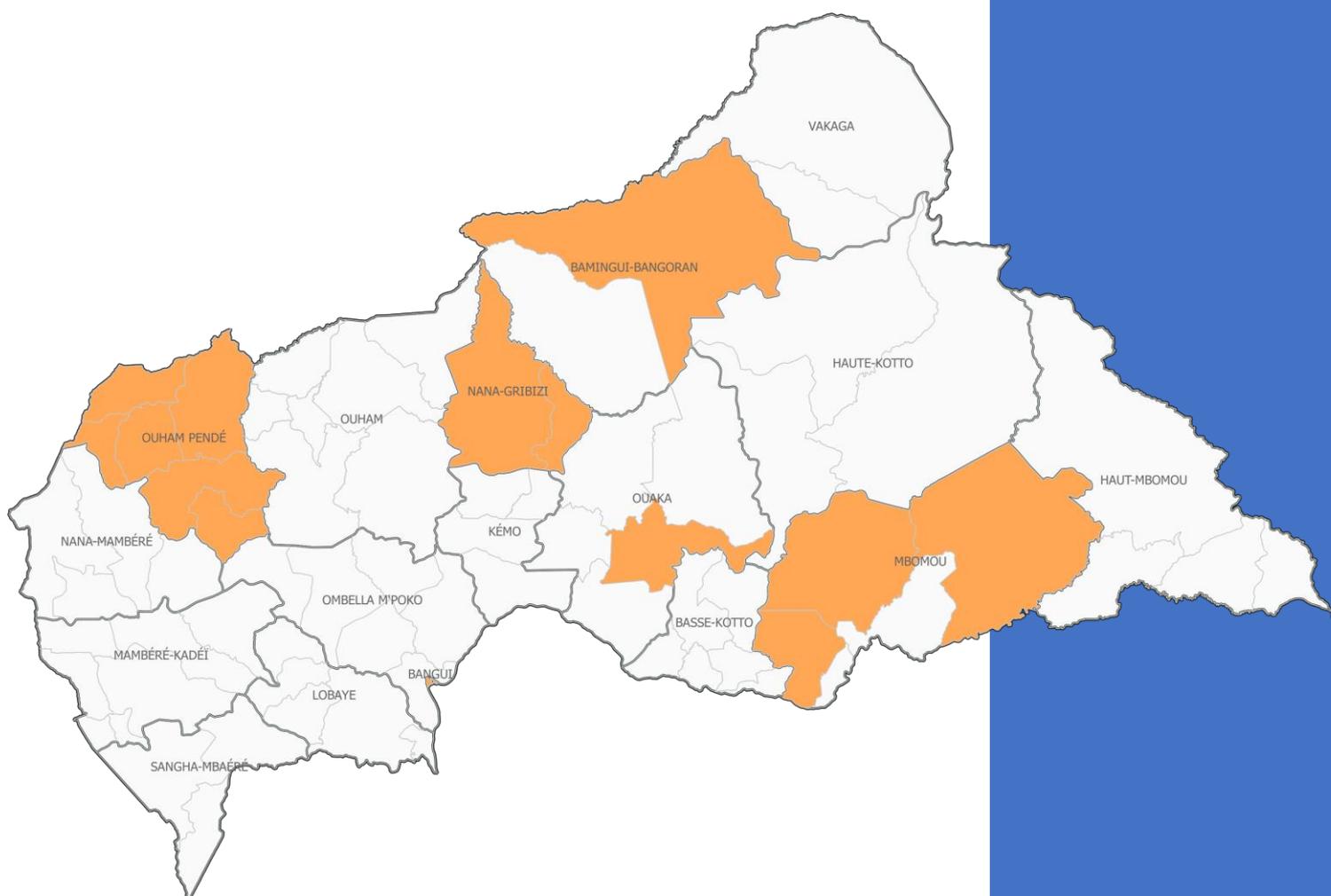


République Centrafricaine (RCA) Matrice de Suivi du Déplacement (DTM) Rapport 4 | Juin 2018



Les activités de la DTM en RCA sont soutenues par:

Les opinions exprimées dans le présent rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents tout au long de l'ouvrage n'impliquent pas l'expression, par l'OIM, d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM est attachée au principe selon lequel des migrations humaines et ordonnées sont bénéfiques pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale pour aider à relever les défis opérationnels croissants de la gestion des migrations ; favoriser la compréhension des questions migratoires ; encourager le développement économique et social par la migration ; et préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)
Avenue de l'indépendance, en face de l'Hôtel Ledger Plaza,
Bangui
République Centrafricaine
E-mail: DTMRca@iom.int
Site internet: <http://www.globaldtm.info/rca/>

© OIM 2018

Tous droits réservés. Aucun élément du présent ouvrage ne peut être reproduit, archivé ou transmis par quelque moyen que ce soit – électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autres – sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur.

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	3
CONTEXTE.....	5
L'OIM EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	5
METHODOLOGIE DE LA DTM	7
LIMITES.....	8
FAITS SAILLANTS	9
PROFIL DEMOGRAPHIQUE	9
APERCU D'ENSEMBLE DES DEPLACEMENTS	10
POPULATION DEPLACEE INTERNE.....	12
Bamingui-Bangoran	14
Bangui	14
Basse-Kotto	15
Haut-Mbomou	15
Mbomou.....	15
Nana-Gribizi.....	16
Ouaka	16
Ouham-Pende.....	17
POPULATION RETOURNEE DE RCA.....	18
Bamingui-Bangoran	20
Bangui	20
Basse-Kotto	21
Haut-Mbomou	21
Mbomou.....	22
Nana-Gribizi.....	22
Ouaka	23
Ouham-Pende.....	23
POPULATION RETOURNEE D'AUTRES PAYS.....	25
Bamingui-Bangoran	27
Bangui	27
Basse-Kotto	28
Haut-Mbomou	28

Mbomou.....	28
Nana-Gribizi.....	29
Ouaka.....	29
Ouham-Pende.....	29
TYPE D'ABRIS.....	31
ANNEXES	33

CONTEXTE

La République Centrafricaine (RCA) a connu un conflit d'une grande violence ayant débuté en 2012. Ce conflit a causé la perte de milliers de vies humaines et provoqué le déplacement massif de sa population. Six ans après le début du conflit, l'insécurité demeure en RCA, avec des groupes armés présents sur une grande partie du territoire centrafricain et s'affrontant pour le contrôle du territoire et des ressources. Les attaques ou même rumeurs de mouvement des groupes armés continuent également de provoquer de nombreux déplacements de la population civile et limitent la possibilité d'un retour à une vie normale de plus de 1 258 257 individus¹.

Alors qu'une période de calme avait suivi le retour d'un ordre constitutionnel et les élections présidentielles de 2016, de nouveaux affrontements violents ont éclaté sur une partie du territoire depuis mai 2017. La dernière flambée de violence a eu lieu suite à des opérations de police visant le désarmement de groupes armés non-étatiques dans le quartier PK5 du 3^e arrondissement de Bangui en Avril 2018. Cet événement a également eu des répercussions et causé des flambées de violence dans d'autres sous-préfectures du pays.

La situation sécuritaire en République Centrafricaine reste fortement instable et se traduit par des déplacements forcés et prolongés.

Dans ce contexte de déplacements importants, et dans un contexte où l'OIM occupe la place de co-lead du Cluster CCCM, l'Organisation a déployé sa DTM en Décembre 2013. De plus, l'OIM collabore avec la Commission mouvements de population (CMP) et les acteurs du Cluster représentés sur l'ensemble du territoire.

L'OIM EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Le bureau de l'OIM en République Centrafricaine (RCA) a été établi fin 2013 en réponse aux questions migratoires et au déplacement résultant de la généralisation de la violence dans le pays. La mission de l'OIM en RCA met actuellement en œuvre les projets et interventions suivantes :

- **La Matrice de suivi des déplacements (DTM)** : Principal outil d'information de la communauté humanitaire sur la localisation des populations affectées par la crise. Le projet est actuellement uniquement mis en œuvre dans **8/17** préfectures, faute de financements.
- **Assistance à la réhabilitation/construction d'abris et résilience communautaire** : Il vise principalement à faciliter les retours au travers d'activités de réhabilitation, reconstruction d'habitats dans les localités concernées.
- **AVRR (Assistance et réintégration de retours volontaires)** : Il s'agit de l'assistance au rapatriement de migrants volontaires ayant fait la demande depuis un pays tiers pour regagner leur patrie pour des raisons diverses jugées acceptables par la mission pays.
- **CVR (réduction des violences communautaires)** : Le projet CVR implémenté à Bambari (préfecture de Ouaka) et Paoua (préfecture de l'Ouham-Pendé) vise à proposer un début

¹ Humanitarian Needs Overview (HNO) 2017, République Centrafricaine.

de réponse par la réintégration économique. Il intègre une composante cohésion sociale et réconciliation communautaire, une composante prévention de conflits et sensibilisation.

- **Projet pilote des Nations Unies pour la cohésion sociale, la prévention des conflits, la réduction des violences et le renforcement de la sécurité humaine en faveur de la jeunesse Centrafricaine** : Il a plusieurs missions au rang desquels soutenir les activités génératrices de revenus pour l'autonomisation des jeunes et des femmes, faciliter pour les victimes de conflits un meilleur accès au traitement contre le VIH, développer un cadre d'éducation civique pour la consolidation de la paix, soutenir et protéger les femmes et les filles des violences sexuelles basées sur le genre.
- **Projet de Stabilisation communautaire pour les communautés à haut risque à Ndele** : Avec une action immédiate à Ndélé et dans les villages environnants, principalement le long des axes Golongosso, Ngarba et Krakoma, son but est de maintenir et renforcer la dynamique de stabilisation communautaire, réduire le risque de recrutement et d'utilisation des jeunes par des groupes armés et de créer des conditions qui facilitent la réintégration des populations rapatriées dans le tissu social communautaire.

Les chiffres obtenus à travers l'outil DTM sont coordonnés avec des partenaires sur le terrain pour assurer une harmonisation humanitaire et une appropriation gouvernementale de ces informations.

Le bureau principal de la mission se trouve à Bangui, avec des sous-bureaux additionnels à Bangassou, Bambari, Ndélé, Paoua et Kaga Bandoro.

METHODOLOGIE DE LA DTM

La matrice de suivi des déplacements (*Displacement Tracking Matrix*, DTM, en anglais) est un système qui permet de faire le suivi des mouvements de populations. Ce système est mis en œuvre afin de capturer, analyser et partager des informations qui visent à améliorer la compréhension des mouvements de populations et des besoins des personnes déplacées. En plus d'être utilisée dans le cadre d'opérations de réponses humanitaires de moyenne à grande échelle, la DTM est également un outil efficace pour les activités de préparation, de relèvement et de transition. La DTM fournit des informations précises aux acteurs humanitaires, groupes sectoriels et acteurs gouvernementaux impliqués dans la réponse humanitaire, sur les déplacements et les besoins des personnes affectées par une crise

En République Centrafricaine, les données sont collectées avec des tablettes et envoyées en temps réel pour être centralisées dans une base de données électronique. Plusieurs formulaires adaptés à chaque niveau d'information requis sont utilisés. Ainsi, des informations sont collectées à différents niveaux : sous-préfectures, villages / ville, lieux de déplacements (sites et communautés hôtes), et ménages.

Quatre niveaux d'enquête sont réalisés pour chaque phase de collecte des données :

- **L'évaluation au niveau des sous-préfectures** est menée auprès d'informateurs clés au niveau des chefs-lieux de sous-préfectures, et permet d'identifier les villes et villages accueillant des personnes déplacées ainsi qu'une estimation de leur effectif par sous-préfecture.
- Au niveau des villages, les données sont collectées auprès d'**informateurs clés**, dont les chefs de village, représentants de déplacés, et autres personnes pouvant fournir des informations sur les déplacés. Ce questionnaire permet d'identifier les sites et d'obtenir l'effectif des populations déplacées par village, ville et quartier.
- **L'évaluation au niveau des sites** est menée auprès d'informateurs clés représentant les populations vivant dans le site. Cette évaluation permet d'obtenir les informations détaillées par thématique sur les sites, dont les besoins, services disponibles et vulnérabilités sommaires par site.
- Le quatrième et dernier niveau **d'enquêtes est effectué avec les ménages déplacés**. Cette composante inclut des groupes de discussion ainsi que l'administration d'un calculateur démographique auprès de 20 ménages sélectionnés aléatoirement. En fonction de la thématique abordée auprès des ménages, un plan d'échantillonnage préalable est soigneusement préparé pour permettre la représentativité des groupes cibles.

En RCA, la DTM suit les catégories de personnes suivantes :

- **Personne Déplacée Interne (PDI)** : « Personnes ou [...] groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un Etat ».
- **Retourné en RCA** : Les personnes retournées sont des personnes qui ont quitté leur lieu habituel de résidence (anciens PDI), se sont installées dans une autre localité en RCA et sont retournées dans leur sous-préfecture d'origine / lieu de résidence habituel.
- **Retourné d'un autre pays** : Les personnes retournées d'un autre pays sont des personnes qui ont quitté leur lieu de résidence habituel en RCA, qui ont été déplacées dans un autre pays et qui sont retournées en RCA / dans leur lieu de résidence habituel.

LIMITES

La DTM en RCA a pour objectif de couvrir la totalité du territoire centrafricain afin de fournir des informations relatives aux déplacements et besoins, et de compléter et contribuer aux initiatives déjà mises en œuvre. La mise en œuvre de la DTM à des intervalles réguliers en fait un outil permettant de fournir des informations à jour et d'identifier les tendances et l'évolution du déplacement et des besoins. Cependant, du fait de la complexité de la crise affectant la République Centrafricaine, certaines contraintes et difficultés affectent la DTM. Ces contraintes sont principalement de nature sécuritaire, financière et logistique.

La situation sécuritaire en RCA reste précaire. Malgré une période de calme apparent, la capitale, Bangui, reste affectée par des affrontements violents intermittents, à l'instar des événements d'avril et mai 2018. La situation en dehors de Bangui reste majoritairement instable, marquée par des affrontements continus entre différents groupes et milices armés. Cette situation sécuritaire instable et imprévisible réduit la couverture géographique de la DTM du fait des restrictions d'accès et risques encourus par les énumérateurs de la DTM.

De plus, les contraintes logistiques, liées à la sécurité et autres facteurs, restent importantes et ont également des répercussions considérables sur la couverture géographique de la DTM. L'utilisation des voies aériennes pour le déploiement des équipes et du matériel dans certaines zones retarde ou empêche fréquemment la couverture de ces zones. De plus, la saison des pluies qui commence en Mai a également un impact négatif sur les moyens de transport et l'accessibilité à certaines zones. Un autre problème majeur en RCA est la disponibilité limitée du réseau de télécommunications (téléphone et internet) sur une partie importante du territoire, ce qui pose des problèmes de communication avec les énumérateurs de la DTM, d'envoi des données en temps réel, et de sécurité.

Enfin, la couverture géographique de la DTM a également été affectée par des contraintes budgétaires. Du fait des contraintes budgétaires et sécuritaires, les opérations humanitaires en RCA ont un coût important et les budgets disponibles ne permettent pas la couverture de la totalité du territoire Centrafricain.

Afin de minimiser ces problèmes d'accessibilité et de couverture géographique, l'OIM procède parfois à des évaluations par le biais d'entretiens téléphoniques, lorsque le réseau téléphonique le permet. L'OIM utilise son réseau d'informateurs clés identifiés dans les phases précédentes de la DTM afin de déterminer si ces zones difficilement accessibles ont connu des variations importantes du nombre de personnes déplacées accueillies. Ces données sont ensuite vérifiées dès que l'accès à la zone cible est de nouveau autorisée.

FAITS SAILLANTS



La DTM a identifié une population déplacée totale de 946 164 individus : 557 723 Personnes Déplacées Internes (PDI), 301 603 retournés de RCA (anciens PDI) et 86 838 retournés d'autres pays.



923 localités de déplacement ou de retour ont été évaluées, ainsi que 36 sites sur les 77 recensés par la CMP².



36% des déplacements internes sont dû aux tensions intercommunautaires, contre 58% liés aux conflits armés et 5% à titre préventif.



40% des retours (des anciens PDI) sont attribués à amélioration de la sécurité, 30% aux raisons économiques, 14% aux raisons familiales, 2 % aux persécutions en zones de déplacement, et 14% à des raisons « autres » diverses.



66% des ménages identifiés vivent dans des familles d'accueil et 8% dans des sites. 25% sont en location, et 1% vivent dans des abris collectifs.

PROFIL DEMOGRAPHIQUE



La taille moyenne d'un ménage déplacé est de 8 personnes. 98% des ménages déplacés ont des enfants et le nombre moyen d'enfants par ménage est 5,5.



La population déplacée est composée à 48% d'hommes et à 52% de femmes.

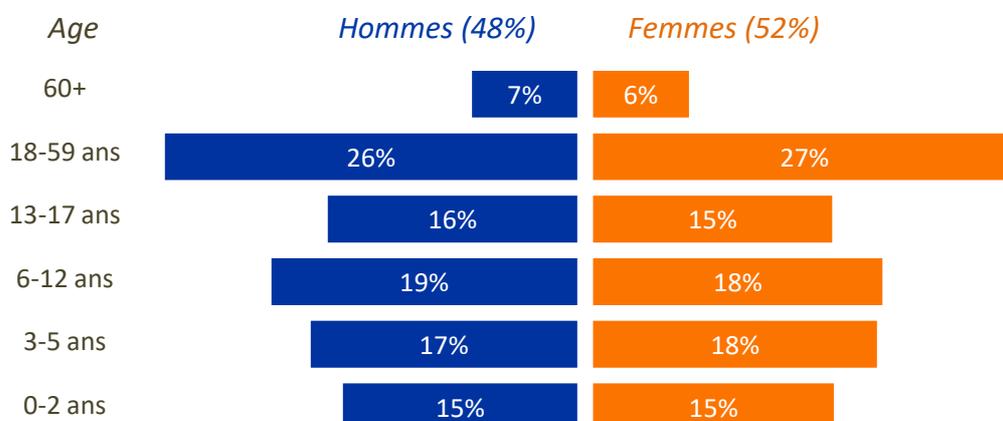


67% de la population est composée de mineurs ayant entre 0 et 18 ans.



Les personnes de plus de 60 ans représentent 6% des déplacés.

Graphique 1 : Répartition démographique de la population déplacée par âge et sexe



² Ce nombre est tiré du dernier rapport de la CMP, Mars 2018.

APERCU D'ENSEMBLE DES DEPLACEMENTS

Pour cette phase de la DTM, la collecte de données a été menée du 28 avril au 17 Mai 2018 dans 921 villages et 36 sites de déplacés, répartis dans les préfectures de Ouham-Pendé, Nana-Gribizi, Bamingui-Bangoran, Mbomou, Ouaka, Basse-Kotto, Haut-Mbomou, et Bangui. Les catégories de populations mobiles suivantes ont été identifiées :



Les évaluations de ce round de la DTM soulignent que la proportion de déplacés internes demeure importante. En outre, en comparaison avec le round précédent, il y a une augmentation des retours. Cela est en partie dû aux retours d'anciens PDI tels qu'observés par exemple dans l'Ouham Pendé en Mai 2018, mais aussi dans les préfectures et localités nouvellement couvertes où il y a une proportion considérable de retournés. Les PDI représentent un total de 59% des flux recensés, les retournés (d'anciens PDI) 32% et les retournées depuis les pays voisins 9%. Les populations mobiles mentionnées ci-dessus ont été identifiées dans les huit (8) préfectures couvertes pour ce round de la DTM, (tableau 1).

Tableau 1 : Distribution des populations mobiles par Préfecture (individus)

Préfectures	# Localités	PDI	Retournés RCA	Retournés autres pays	Total
Bamingui-Bangoran	55	12,072	7,874	1,744	21,690
Bangui	33	103,785	50,910	41,150	195,845
Basse-Kotto*	61	64,045	17,440	4,128	85,613
Haut-Mbomou*	54	17,491	6,897	3,939	28,327
Mbomou	144	125,113	45,726	18,739	189,578
Nana-Gribizi	183	127,920	81,423	2,628	211,971
Ouaka*	65	38,784	5,308	95	44,187
Ouham Pendé	328	68,513	86,025	14,415	168,953
Total	923	557,723	301,603	86,838	946,164

*Couverture partielle. Les données ne représentent que les sous-préfectures atteintes.

Sur la même base que le précédent round, les préfectures de Bamingui-Bangoran et de Mbomou qui étaient partiellement couvertes l'ont été entièrement maintenant. Par contre les préfectures de la Basse-Kotto, et de Haut-Mbomou nouvellement évaluées demeurent encore partiellement couvertes, tout comme Ouaka pour des raisons liées aux difficultés d'accès. Les incidents du 5 mai 2018 dans la préfecture de la Ouaka ont rendu la mise à jour des données impossible lors de ce round. En dehors des informations sur les mises à jour des sites, il n'a pas été possible de déployer les équipes d'énumérateurs. De ce fait, les données précédentes ont été reconduites, mais une mise à jour sera bientôt possible et couvrira l'ensemble de la préfecture.

L'Ouham-Pendé possède le plus grand nombre de localités d'accueil de déplacés (238 localités), suivi de Nana-Gribizi (183 localités) et de Mbomou (142 localités). La préfecture de Nana-Gribizi est la préfecture accueillant le plus grand nombre de personnes déplacées, avec 127 920 PDI, 81 423 retournés de RCA et 2 628 retournés d'autres pays, suivi par la préfecture de Bangui et celle de Mbomou.

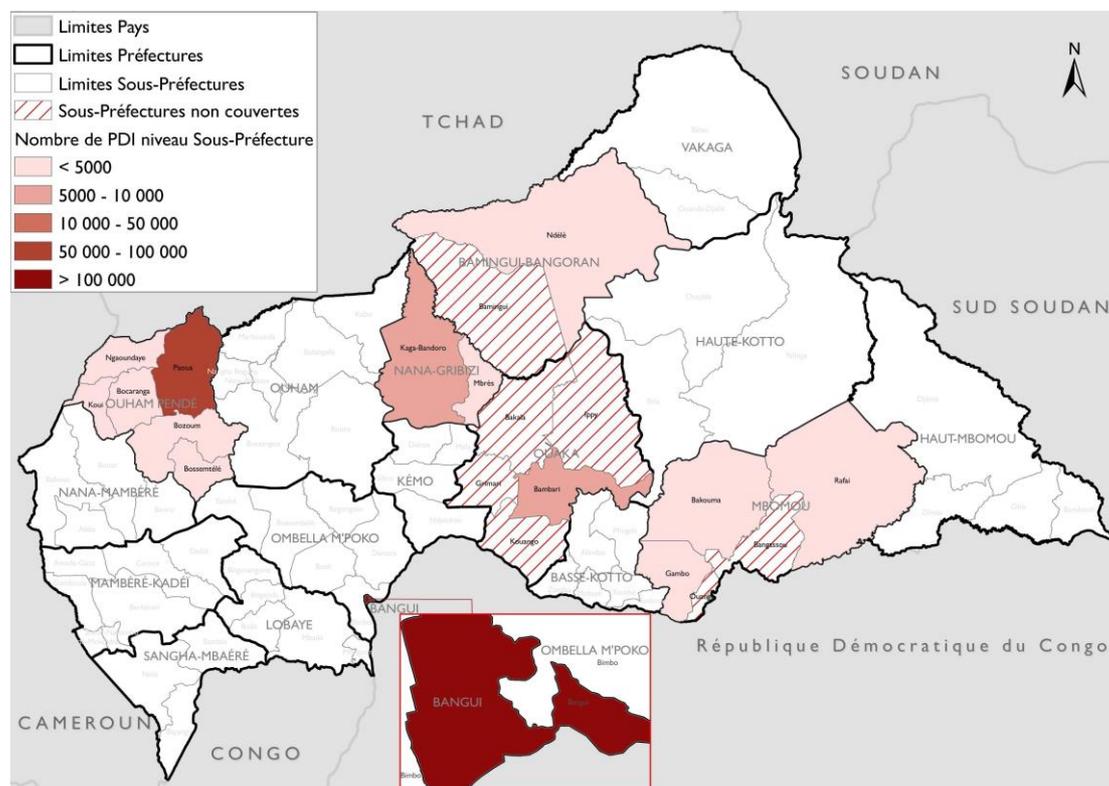
De Janvier à Juin 2018, le nombre de nouveau PDI est estimé à 152 557 contre 129 864 retournés de RCA (anciens PDI). 89% de ces PDI disent être déplacés pour des raisons liées aux conflits et 42% des retournés de RCA de la même période qui seraient retournés à cause de l'apaisement et des meilleures conditions sécuritaires.

Le précédent rapport DTM datant d'avril 2018 faisait état de 303 389 déplacés, contre 557 723 pour ce rapport de juin. Une grande partie de cette hausse s'explique par une meilleure couverture géographique de la DTM dans des zones qui étaient, en avril 2018, encore inaccessible aux enquêteurs de l'OIM. Toutefois, comme noté dans le paragraphe ci-dessus, la DTM comptabilise 152 557 nouveaux déplacés depuis le début de l'année 2018.

POPULATION DEPLACÉE INTERNE

Un total de 557 723 personnes déplacées internes (117 888 ménages) a été identifié dans les huit Préfectures visées par ce round de la DTM. La carte ci-dessous illustre la répartition géographique des personnes déplacées internes par sous-préfecture couverte.

Carte 1 : Répartition des personnes déplacées internes (individus)



Au total, 70% des mouvements des personnes déplacées internes ont eu lieu dans la même sous-préfecture, contre 12% entre deux sous-préfectures de la même Préfecture, et 18% entre différentes Préfectures. Les cinq Préfectures les plus importantes en termes de provenance des personnes déplacées internes sont Nana-Gribizi (128 987 individus), Mbomou (127 147 individus), Ouham-Pendé (65 806 individus), Basse-Kotto (60 220 individus), et Ombella M'Poko (54 080 individus).

Autant de PDI s'étaient déplacées en 2017 (27%) qu'entre Janvier et Juin 2018 (27%). En termes d'années de déplacement, 2013 et 2014 ont connu des niveaux similaires de déplacement interne avec respectivement 52 130 individus (ou 17%) et 50 882 individus (17%). En comparaison, 13% des PDI actuels sont déplacés depuis 2013, 14% depuis 2014, 10% depuis 2015 et 9% depuis 2016.

Seules les Préfectures de Bamingui-Bangoran (615 individus), Haut-Mbomou (342 individus), Mbomou (36 830 individus), Nana-Gribizi (1 380 individus) et Ouham-Pendé (2 170 individus) enregistrent de nouveaux déplacés après Mars 2018.

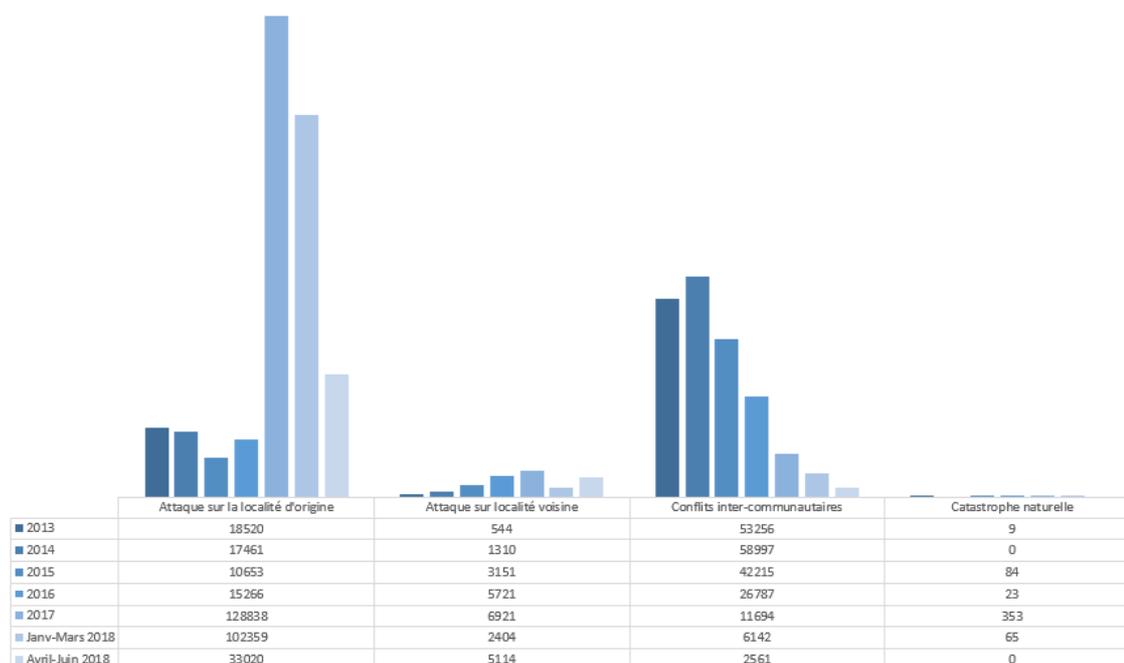
Mbomou se démarque des autres Préfectures du fait que cette Préfectures est délimitée à l'Est par le Haut-Mbomou (où plusieurs alertes sécuritaires ont été signalées ces derniers mois) et à l'Ouest par la préfecture de Ouaka (dans laquelle depuis Mai 2018, les groupes armés ex-seleka seraient présents). Les mouvements dans Mbomou seraient donc

majoritairement préventifs ces derniers mois) et à l'Ouest par la préfecture de Ouaka (dans laquelle depuis Mai 2018, les groupes armés ex-seleka seraient présents). Les mouvements dans Mbomou seraient donc majoritairement préventifs.

La grande majorité des personnes déplacées internes a été déplacée du fait de conflits armés (326 117 individus, 58%) et de conflits intercommunautaires (201 652 individus, 36%). Les individus restants ont été déplacés par une attaque sur la localité voisine à celle d'origine (25 165 individus, 5%), d'autres raisons non spécifiées (4 255 individus, <1%) et les catastrophes naturelles (534 individus, <1%).

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des raisons et niveaux de déplacement par période. Il met en exergue les trois principales causes de déplacement et souligne la constance des déplacements liés aux conflits intercommunautaires. Cela traduit l'ampleur des tensions ethnique et religieuses entre 2013 et 2016 ainsi que sa réduction depuis 2017 (graphique 2). Différents programmes d'acteurs humanitaires sur la sensibilisation et la réduction de violences communautaires sont toujours en cours dans ce sens et peuvent expliquer cette baisse. Du graphique ci-dessous ressort également que les déplacements dus aux conflits entre les groupes armés, touchant diverses localités, sont plus importants actuellement (depuis 2017) qu'entre 2013 et 2016. En outre, les déplacements préventifs seraient insignifiants en comparaison aux deux autres principales raisons.

Graphique 2 : Raisons de déplacement des personnes déplacées internes (individus) par années



La section ci-dessous présente les informations détaillées sur les personnes déplacées internes pour chacune des Préfectures couvertes par ce round de la DTM.

Bamingui-Bangoran

12 072 Personnes Déplacées Internes / 2 369 Ménages Déplacés Internes

Pour une couverture totale de la préfecture, 55 localités ont été évaluées lors de cet exercice, dont 54 abritant des PDI dans les sous-préfectures de Ndélé (8 704 individus) et de Bamingui-Bangoran (3 368 individus).

Alors que 20% des déplacements sont internes à chacune de ses sous-préfectures, 78% de ces PDI sont en provenance d'une autre préfecture à savoir respectivement Bangui (36%), Haute-Kotto (20%), Nana-Gribizi (11%), Ouaka (8%), Basse-Kotto (3%).



82% des déplacements sont directement ou indirectement liés aux conflits armés, contre 7% liés aux tensions communautaires. 11% sont attribués aux inondations et raisons diverses.

Les mouvements de PDI dans la préfecture sont de 8% en 2013, 9% en 2014, 4% en 2015, 21% en 2016, 29% en 2017, et 30% entre Janvier et Juin 2018. Dans chacun de ces cas de figure, les conflits armés représentent toujours plus de 50% des raisons par période. Cela démontre la nature continue du déplacement dans cette Préfecture. 1 394 PDI représentant 12% de l'ensemble des PDI de la préfecture, vivent sur les 3 sites de Goeamar, Sara-Zayon et Cité de l'amitié.

Bangui

103 785 Personnes Déplacées Internes / 20 757 Ménages Déplacés Internes

La préfecture de Bangui n'a pas connu d'importantes modifications depuis le mois d'Avril 2018, bien que les tensions persistent et la répartition de la communauté des PDI est demeurée inchangée.

33 localités du 3^e arrondissement hébergent un total de **103 785** personnes déplacées internes et ont trouvé refuge dans l'arrondissement entre 2013 et 2015. (42% de cette population a été déplacée en 2013, 33% en 2014 et 25% en 2015). L'absence de nouveau déplacement majeur dans l'arrondissement depuis 2015 souligne la nature prolongée du déplacement dans cet arrondissement et les craintes d'un retour.



52% des PDI du 3^e arrondissement de Bangui proviennent de la préfecture d'Ombella M'Poko, 36% de Bangui, 8% de la préfecture de Ouaka, 2% de Haute-Kotto et 2% de Nana-Gribizi. La totalité des personnes déplacées internes de Bangui a été déplacée par les conflits intercommunautaires.

Les quartiers de Kokolo 4, Kokolo 5, Kokolo 1, Gbatouri, et Kokolo 3 sont les cinq quartiers accueillant le plus de personnes déplacées internes au sein du 3^e arrondissement de Bangui.

Basse-Kotto

64 045 Personnes Déplacées Internes / 14 805 Ménages Déplacés Internes

La préfecture n'a été que partiellement couverte pour ce round DTM et 32 des 61 localités couvertes et touchées par les déplacements sont identifiées comme abritant des PDI.

64 045 PDI y vivent, répartis entre les sous-préfectures de Alindao (85%), Kembé (3%) et Satéma (12%) .



12% des PDI proviennent d'une préfecture voisine, à savoir Mbomou (9%) par sa frontière Est, et Ouaka (3%) par sa frontière Nord-Ouest. Le reste des mouvements de PDI sont internes à chacune des sous-préfectures ou d'une sous-préfecture à l'autre. La quasi-totalité des déplacements sont liés à la présence de groupes armés et aux multiples conflits ou cas de violences y relatifs. Cet état des lieux a identifié 6 sites, représentant 67% de PDI (42 650 individus) de la préfecture. Plus de la moitié des PDI de la préfecture vivent se trouvent sur le Site de la Mission Catholique dans la sous-préfecture d'Alindao.

Enfin, 67% de cette population a été déplacée en 2017 et 33% entre Janvier et Mars 2018. Les déplacements minoritaires en provenance de Ouaka ont eu lieu essentiellement en 2017. Par contre on enregistre des flux en provenance de Mbomou en 2017 et entre Janvier-Mars 2018, du fait de la forte présence des groupes armés UPC et Anti-balaka sur l'axe Gambo(Mbomou)–Kembé- Alindao.

Haut-Mbomou

17 491 Personnes Déplacées Internes / 6 048 Ménages Déplacés Internes

En dehors de la sous-préfecture de Bambouti dont l'évaluation a été interrompue par des violences, un total de **17 553** personnes déplacées internes demeure actuellement dans les 50 localités des sous-préfectures de Obo (8 989 individus), Zémio (6 733 individus) et Djéma (1 831 individus) depuis 2013 jusqu'à ce jour.



Les vagues de déplacement sont continu depuis 2013, avec un pic de 42% en 2017, contre 15% depuis le début de l'année 2018. Ce flot continu des déplacements témoigne de la persistance des menaces sécuritaires qui persistent dans la zone.

Les déplacements de PDI dans la préfecture sont les conséquences directes de conflits engendrés par les groupes armés (85%), les conflits intercommunautaires (13%), et les catastrophes diverses (incendies à Mboufo 3 dont les cases détruites demeurent encore non réhabilitées depuis 2017).

4 sites formels accueillent 23% (4 052 individus) des PDI de la préfecture, à savoir le Site de Mboki, le Site Gendarmerie, le site Communauté de Peuhls, et le Site de Zémio.

Mbomou

125 113 Personnes Déplacées Internes / 25 329 Ménages Déplacés Internes

. **125 113** PDI résident actuellement dans 21 localités de la préfecture répartis sur toutes les sous-préfectures couvertes à savoir Rafai (72%), Gambo (25%) et Bakouma (3%). 31% des déplacés internes ont été déplacés en 2017, contre 40% entre Janvier et Mars 2018, et 29% entre Avril et Juin 2018. Cette dernière vague d'arrivée est vraisemblablement due aux fortes tensions récentes entre les divers



groupes armés. Toutes ces personnes déplacées internes l'ont été du fait du conflit armé. De plus, l'ensemble des mouvements identifiés ont eu lieu dans les limites administratives de la Préfecture de Mbomou.

7 sites formels accueillent 9% (9 934 individus) des PDI de la préfecture, dont un dans la sous-préfecture de Bangassou (Site petit-séminaire), trois dans celle de Rafai (Site Aim, Site A et Site B), un à Ouango (Site île Nzéré), et deux dans Rafai (Site sous-préfecture et Site Gendarmerie).

Nana-Gribizi

127 920 Personnes Déplacées Internes / 26 592 Ménages Déplacés Internes

La préfecture accueille **127 920 PDI** répartis entre les sous-préfectures de Kaga-Bandoro (86%) et de Mbrès (14%). 182 localités d'accueil hébergent les PDI dont 98% des déplacements sont internes à la préfecture et 2% en provenance de l'Ouham.

Les situations de déplacement observées dans la préfecture de Nana-Gribizi sont à 44% attribuées aux affrontements entre groupes armés dans les localités de provenance et 43% aux conflits intercommunautaires. Les déplacements à titre préventif représentent les 12% restants.



L'année 2016 est celle qui a vu le plus grand nombre de déplacés en direction de la préfecture (31%). On estime de même que 12% du flux de PDI date de 2013, 22% en 2014, 15% en 2015 et 5% depuis Janvier 2018.

Depuis le début de l'année 2018, la majorité des déplacements est attribuée aux conflits intercommunautaires (plus de 4 018 individus) contre 1 193 individus déplacés suite aux conflits sur leur zone de provenance. La Préfecture reste un important fief de groupes armés, cohabitant avec les populations civiles, tel qu'il est possible d'observer à Kaga-Bandoro et le long des routes au nord en direction de la préfecture de Bamingui-Bangoran. Les accrochages sont nombreux avec les forces de maintien de la paix déployées par la Minusca.

15% des PDI de la préfecture résident sur 6 Sites, tous localisés dans la sous-préfecture de Kaga-Bandoro. Le site Minusca héberge à lui seul 11 050 des PDI.

Ouaka

38 784 Personnes Déplacées Internes / 7 735 Ménages Déplacés Internes

38 784 personnes déplacées internes sont réparties dans 21 localités de la sous-préfecture de Bambari.



85% des mouvements internes identifiées ont eu lieu dans la Préfecture de Ouaka. La population déplacée restante est originaire de quatre préfectures, à savoir Haute-Kotto (9%), Bangui (4%), Basse-Kotto (2%), et Mbomou (moins d'un pourcent).

81% de ces déplacements sont attribués aux conflits intercommunautaires, 12% aux conflits opposants des groupes armés dans les villages d'origine, et 6% aux attaques sur les localités voisines.

Enfin, le déplacement dans la Préfecture est continu avec de nouveaux déplacements chaque année depuis le début de la crise : 20% en 2013, 33% en 2014, 22% en 2015, 11% en 2016, 6% en 2017, et 8% de Janvier à Mars 2018. Ces derniers déplacements représentent 3 004 individus (561 ménages), provenant majoritairement des sous-préfectures de Bambari, Alindao, Grimari, et Ippy.

Ouham-Pende

68 513 Personnes Déplacées Internes / 14 253 Ménages Déplacés Internes

Les 6 sous-préfectures de l'Ouham Pendé ont pu être couvertes lors de cet exercice. Dans l'ensemble, la tendance serait aux mouvements retours des PDI. Une extension de la zone de couverture a été possible par rapport au round précédent (328 localités contre 172 localités au round 3).

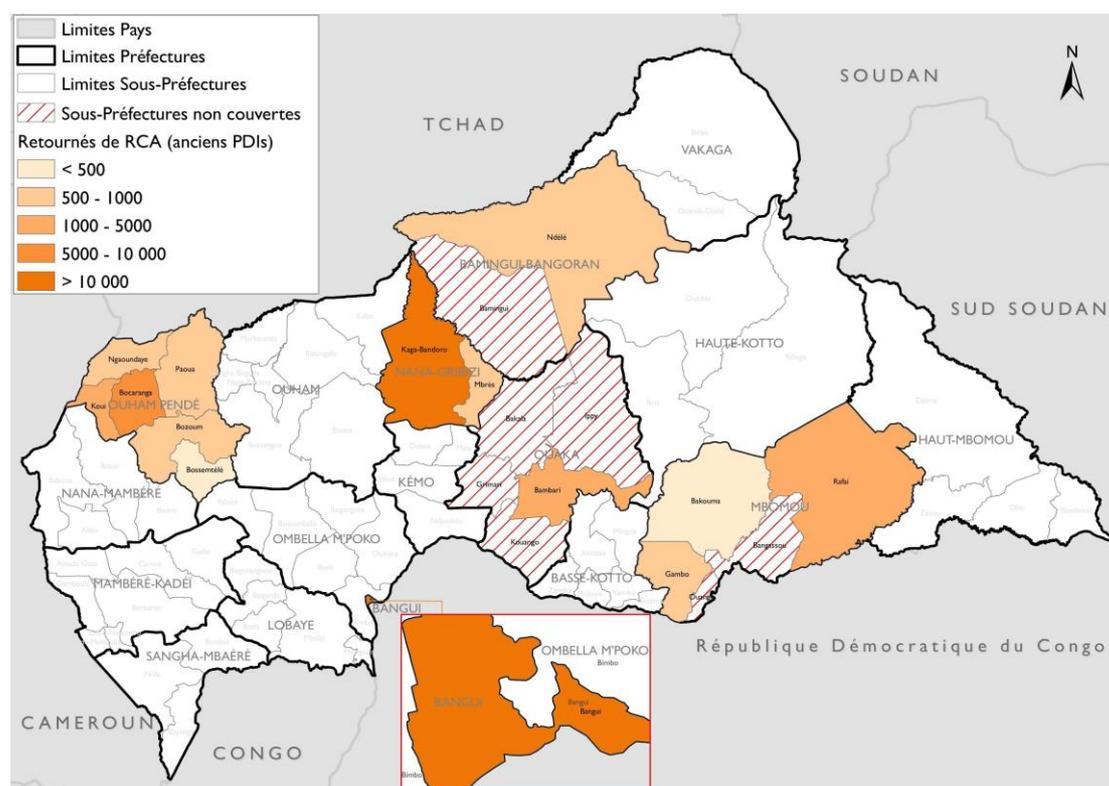


Plusieurs localités notamment situées dans un rayon de 25km côté nord vers la frontière tchadienne seraient actuellement vidées de leur population, du fait de la menace persistante d'éléments armés qui y sont installés. Le déploiement progressif des forces armées de la MINUSCA et de leurs patrouilles, permet à la population civile de gagner du terrain au fur et à mesure. Cela explique en partie les mouvements retours observés dans la sous-préfecture de Paoua en direction des axes. A cela s'ajoute le besoin d'accès à la terre pour les cultures vu la saison propice.

POPULATION RETOURNEE DE RCA

Un total de **301 603 retournés de RCA** (62 633 ménages) a été identifié dans les huit Préfectures visées par ce round de la DTM. Cette catégorie inclut les personnes précédemment déplacées sur le territoire centrafricain mais qui sont depuis rentrées dans leur zone d'origine. La carte ci-dessous présente la répartition géographique des retournés de RCA.

Carte 2 : Répartition des retournés de RCA (individus)



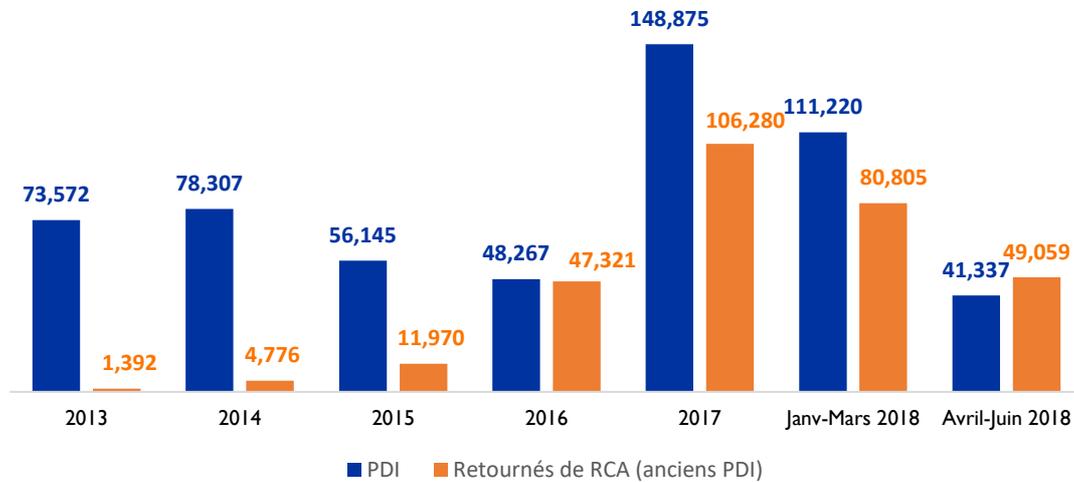
Sur l'ensemble des zones couvertes par ce round DTM, 66% des retournés de RCA étaient déplacés dans la même sous-préfecture, contre 9% entre deux sous-préfectures de la même Préfecture et 25% entre différentes Préfectures.

En termes d'années de retour, il y a une continuité depuis 2013 jusqu'à ce jour. Ainsi, 2% des retours sont effectués entre 2013 et 2014, 4% en 2015, 16% en 2016, pour atteindre les 35% en 2017. Depuis le début de l'année 2018, 27% des retours ont eu lieu entre Janvier et Mars, et 16% de Mars à Juin. Une amélioration des conditions de sécurité dans les zones de retour et les besoins économiques (mieux couverts dans les zones de résidence habituelle) représentent 82% des motivations engendrant ces flux retours en 2018.

Le graphique ci-dessous illustre une comparaison par périodes entre les retournés en RCA (anciens déplacés internes) et les personnes déplacées internes actuelle. Alors que 2013, 2014 et 2015 ont été marqués par des niveaux élevés de déplacement interne, ces mêmes années ont connu de très faibles mouvements de retour, due en partie à la nature continue de la crise et aux violences généralisées. Les retours ont atteint des niveaux progressivement proportionnels aux déplacements en 2016. Depuis mars 2018, la proportion de retournés dépasse celle des PDI sur l'ensemble des 8 préfectures couvertes. Le graphique ci-dessous

illustre la nature complexe de la crise touchant la RCA, provoquant des déplacements nouveaux et prolongés ainsi que des retours lorsque les conditions le permettent.

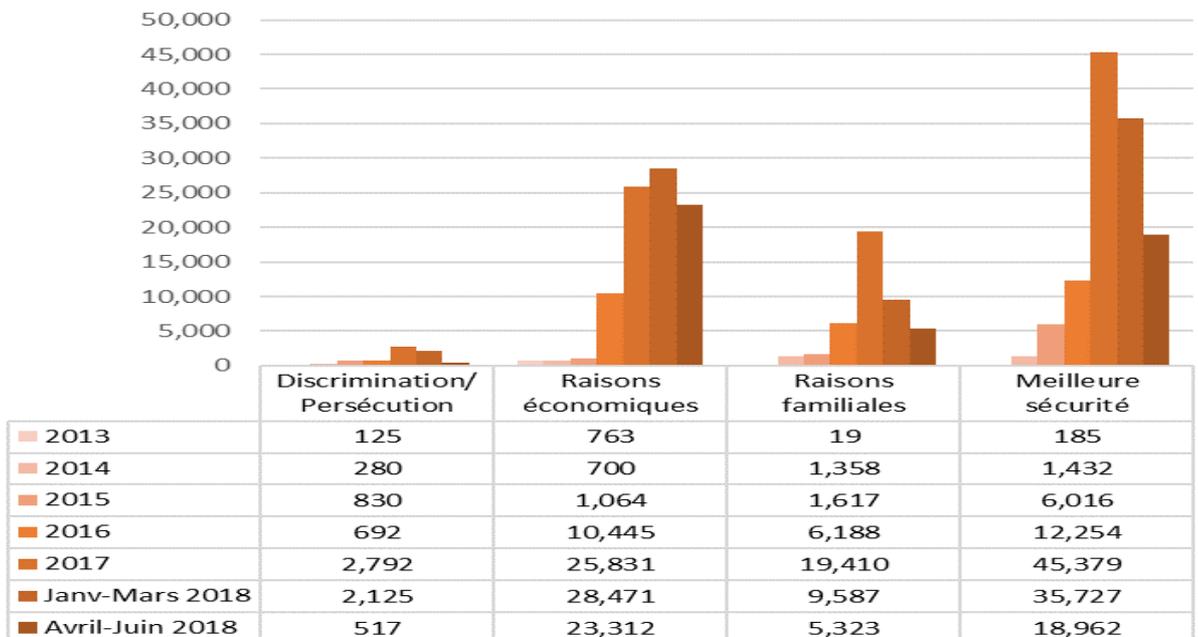
Graphique 3 : Années de déplacement des PDI et de retour des retournés de RCA (individus)



La majorité de ces retours vers les zones d'origine sont dû à l'amélioration de la sécurité (119 955 individus, 40%). Les individus restants sont rentrés du fait de raisons familiales (43 502 individus, 14%), économiques (90 586 individus, 30%), et de la persécution (7 361 individus, 2%). Un total de 40 199 individus (13%) sont rentrés dans leur zone d'origine pour des raisons non spécifiées dans le questionnaire

Le graphique ci-dessous présente l'évolution de chacune des raisons de retour spécifiées par les anciens PDI (retournés RCA) actuels, par période de retour.

Graphique 4 : Raisons spécifiées des retournés de RCA (individus) par période de retour



D'après ce graphique, l'évolution des conditions sécuritaires prime sur les raisons économiques. Sur l'ensemble des cas de retour motivés par la persécution en zone de déplacement (7 361 individus), 36% sont reportés depuis Janvier 2018 (2 642 individus),

contre la proportion similaire en 2017 (2 792 individus). Cela semble caractériser la persistance des hostilités (manque de tolérance) engendrées par l'état d'insécurité actuelle chez les populations hôtes. Le fait que les conflits ethniques représentent 36% de l'ensemble de la population PDI semble corroborer ce point de vue lié aux tensions tribales. Depuis le round dernier, on note toutefois que les mouvements de retour sont dominés par la quête de meilleures conditions économiques.

La section ci-dessous présente les informations détaillées sur les retournés de RCA pour chacune des Préfectures couvertes par ce round de la DTM.

Bamingui-Bangoran

7 874 Individus / 1 586 Ménages

La préfecture accueille **7 874 individus** anciennement déplacés en RCA mais qui sont depuis retournés dans leur zone d'origine. 5 383 individus sont dans la sous-préfecture de Bamingui (68% du total) et 2491 dans Ndélé (32%).

La commune de Vassako est la destination de près de 68% des flux de retours, suivie de Dar-El-Kouti et de Mbollo-Pata. Alors que 22% des retournés étaient déplacés dans la préfecture même, 39% reviennent de Bangui, 17% de Nana-Gribizi et 17% de la Haute-Kotto.



Les périodes de retour sont concentrées entre 2017 (39% des retours), Janvier-Mars 2018 (40% des retours). Cette tendance au retour importante observée depuis 2018 est une conséquence cumulée de raisons économiques (et agricole) et de l'insécurité des zones de déplacement (tentatives de désarmement par la Minusca de miliciens armés dans le 3^e arrondissement de Bangui qui a suscité des ripostes organisées d'ex-Séléka aussi bien dans la Nana-Gribizi qu'à Bamingui-Bangoran). Cela explique pourquoi 17% de ces retours sont en provenance de Nana-Gribizi.

Ainsi, les raisons de retour dans leur ensemble incluent des raisons économiques (31%), une amélioration de la sécurité (28%), des raisons familiales (23%), et la persécution en zone de déplacement (4%). 13% des retours sont liés à d'autres raisons non spécifiées.

Bangui

50 910 Individus / 10 182 Ménages



La préfecture de Bangui, dans son 3^e arrondissement, accueille **50 910 retournés** qui étaient précédemment déplacés en RCA. Les localités de Camerounais Nord, Gbatouri, Issongo, Sénégalais, Et Yaloa 2 sont les cinq premiers foyers de retournés au sein de l'arrondissement.

De faibles mouvements de retours d'anciens PDI ont eu lieu en direction du 3^e arrondissement de 2013 à 2015 (total de 3%). Les retours ont pris de l'importance en 2016 (48%) et continué en 2017 (41%). Depuis le début de l'année 2018, 3 640

individus (ou 7%) sont rentrés à Bangui. De plus, seulement 2% des retournés de RCA étaient précédemment déplacés dans la préfecture de Bangui. La majorité revient de la sous-préfecture de Bimbo au sein de la préfecture d'Ombella M'Poko (47%), suivie de la sous-préfecture de Bambari au sein de la préfecture Ouaka (21%), puis de Bria dans la Haute-Kotto (14%).

Enfin, les raisons de retour incluent une amélioration de la sécurité (30%), des raisons familiales (4%), des raisons économiques (3%), et des problèmes de discrimination / persécution pendant le déplacement (3%). 59% des retournés sont revenus dans leur zone d'origine pour des raisons autres non spécifiées.

Basse-Kotto

17 440 Individus / 3 562 Ménages

Sur les 61 localités accueillant la population mobile de la Basse-Kotto, 47 hébergent d'anciens PDI au nombre de **17 440 individus** répartis entre les sous-préfectures d'Alindao (57%), de Mobaye (33%), et de Satéma (9%).

98% du flux retour est interne à la préfecture, tandis que 2% est en provenance de la préfecture de Ouaka. Les localités de Pavica 16, Banda Deka, Angazeu Kongbo, Pada 2, et Kouangba sont respectivement les cinq premiers foyers de concentration de retournés au sein de la préfecture.

Les mouvements de retour dans cette préfecture ont débuté entre 2017 et se poursuivent jusqu'en juin 2018, avec un pic de retour entre janvier et mars 2018 (66% du flux retour dans la préfecture).

Enfin, les raisons de retour incluent le besoin d'ouvertures économiques (31%), une amélioration de la sécurité (28%), des raisons familiales (23%), et des problèmes de discrimination / persécution dans les zones de déplacement (4%). 13% des retournés sont revenus dans leur zone d'origine pour des raisons autres non spécifiées. Des 6 sites de la préfecture, le site Elim de la localité de Bakou (sous-préfecture d'Alindao) accueille 230 individus retournés de RCA.



Haut-Mbomou

6 897 Individus / 2 750 Ménages

Le Haut-Mbomou accueille **6 897 retournés** regroupés au sein de 24 localités de la sous-préfecture de Zémio.

On observe que les situations de retour sont internes dans 8 localités, du fait que les espaces d'habitations communs des villages aient été désertés au profit des champs, à cause des violences perpétrées par les éléments du LRA et de l'ex UPC au sein de la sous-préfecture. Les mouvements de retour sont en quasi-totalité internes à la sous-préfecture de Zémio, dont seulement 1% en provenance de la commune de Djéma. Bandassi, Kitessa, Argue, Banaigui et Koumboli sont les cinq grands foyers de la population retournée.



Il est estimé à 303 le nombre d'individus retournés dans la préfecture en 2017 (11%), contre 2 221 individus entre Janvier - Mars 2018 (81%) et 226 individus entre Mars et Juin 2018 (8%).

Les raisons de retour en 2017 étaient essentiellement économiques. Les retours observés depuis le début de l'année 2018 sont dominés par les motivations économiques (54%) mais également par des violences subies dans les précédentes zones de déplacement (17%). Le facteur sécuritaire (amélioration de la sécurité en zone de retour) (2%) n'est évoqué qu'en dernier lieu conjointement aux raisons familiales (4%). 22% des retournés sont revenus dans leur zone d'origine pour des raisons autres non spécifiées.

Plusieurs incidents de protection ont été rapportés, tels les cas de tortures subit par les habitants de la localité de Koumboli, en plus de nombreux cas de violence qui se multiplient, et que les autorités locales tentent d'apaiser par le moyen de sensibilisations diverses. Des cas de kidnapping ont été indiqués dans la sous-préfecture de Obo, entraînant parfois des accrochages entre les forces de défense centrafricaines et les groupes de ravisseurs. Cet état des lieux suscite de nouveaux déplacements de précédents retournés vers la RDC.

Mbomou

45 726 Individus / 9 512 Ménages

La préfecture accueille **45 726 retournés** précédemment déplacés en RCA ; 95% de ce flux est constitué de PDI qui s'étaient déplacé dans la même préfecture.



114 sur 144 préfectures hébergeant les populations mobiles de la préfecture, abritent ces anciens PDI, répartis entre les sous-préfectures de Bangassou (24 377 individus, 53%), Gambo (7 455 individus, 16%), Rafai (9 924 individus, 22%), Ouango (2 670 individus, 6%), et Bakouma (1 300 individus, 3%).

70% des retours ont eu lieu dans le premier semestre de 2018, contre 30% en 2017. Les localités de Maliko 1, Mboutou, Ouazzoua 2, Gandakototi, et Mamadou Bah, sont les cinq grands foyers de la population retournée.

Enfin, les raisons de retour incluent des raisons économiques (53%), des raisons familiales (44%), et des problèmes de discrimination / persécution pendant le déplacement (2%).

Nana-Gribizi

81 423 Individus / 16 643 Ménages



La préfecture de Nana-Gribizi, bien qu'abritant le plus grand nombre de PDI identifié pour ce round DTM, héberge également 81 423 retournés de RCA, soit 27% du total des mouvements retours capturés par ce round. Les sous-préfectures de Kaga-Bandoro (84%) et Mbrès (16%) cumulent un total de 162 localités de retour.

Les retours vers la préfecture ont commencé à être considérables dès 2014 (3 055 individus soit 4%) et se sont poursuivis de manière croissante jusqu'en 2017 (42 230 individus soit 52%). Seul 9% du flux retour dans la préfecture est observé

depuis le début de cette année 2018, principalement pour des raisons économiques.

La grande majorité des retours (88%) ont eu lieu dans les limites administratives de la Préfecture de Nana-Gribizi. Les retournés restants reviennent des Préfectures de Kemo (9%), Ouham (1%), Ombella M'Poko (1%), Bangui et Ouaka.

Enfin, les raisons de retour incluent des raisons économiques (39%), une amélioration de la sécurité (30%), des raisons familiales (25%), et des problèmes de discrimination / persécution dans les zones de déplacement (moins d'1%). 6% des retournés sont revenus dans leur zone d'origine du fait de raisons autres non spécifiées.

Ouaka

5 308 Individus / 1 061 Ménages

La préfecture a été entièrement couverte lors de cet exercice, et **5 308 retournés** de RCA ont été identifiés. Alors que 40% des retournés sont rentrés pour cause de discrimination dans leur zone de déplacement, 29% sont rentrés du fait de l'amélioration de la sécurité, 2% pour des raisons familiales et 2% pour des raisons économiques. 27% des retours ont eu lieu pour des raisons autres non spécifiées.



32% des mouvements ont eu lieu dans les limites administratives de la Préfecture de Ouaka ; les retours restants ont eu lieu depuis les Préfectures de Basse-Kotto (18%), Nana-Gribizi (15%), Haute-Kotto (13%), Bangui (7%), Mbomou (7%), Kemo (5%), Ouham (3%), et Nana-Mambere (1%).

La position centrale de la Préfecture de Ouaka pourrait expliquer les flux importants depuis les Préfectures voisines. Enfin, 85% des retours ont eu lieu de 2015 à 2017 (26% en 2015, 16% en 2016, et 43% en 2017). Les autres retours ont eu lieu en 2013 (1%), 2014 (7%), et de Janvier à Mars 2018 (7%).

Ouham-Pendé

86 025 Individus / 17 337 Ménages

172 localités ont pu être évaluées dans l'Ouham Pendé. **25 963 retournés** de RCA sont repartis entre les sous-préfectures de Bocaranga (11 509 individus, 44%), Kouï (5 228 individus, 20%), Paoua (3 686 individus, 14%), Bozoum (2 693 individus, 10%), Ngaoundaye (2 445 individus, 9%), et Bossemtele (402 individus ou 2%).



Les localités situées à 25km et moins de la frontière avec le Tchad, au-delà de Betoko, restent encore désertes car estimées très dangereuses par les populations déplacées. Les communautés victimes de cette situation ont été approchées et signalent que seule un déploiement permanent de forces armées Centrafricaines, aiderait à sécuriser la zone, dans laquelle sont retranchées différentes factions de groupes armés.

La grande majorité des retours en zones accessibles, est motivée par l'amélioration de la sécurité (96%). Les retours restants sont justifiés par des raisons familiales (3%) et des raisons économiques (1%).

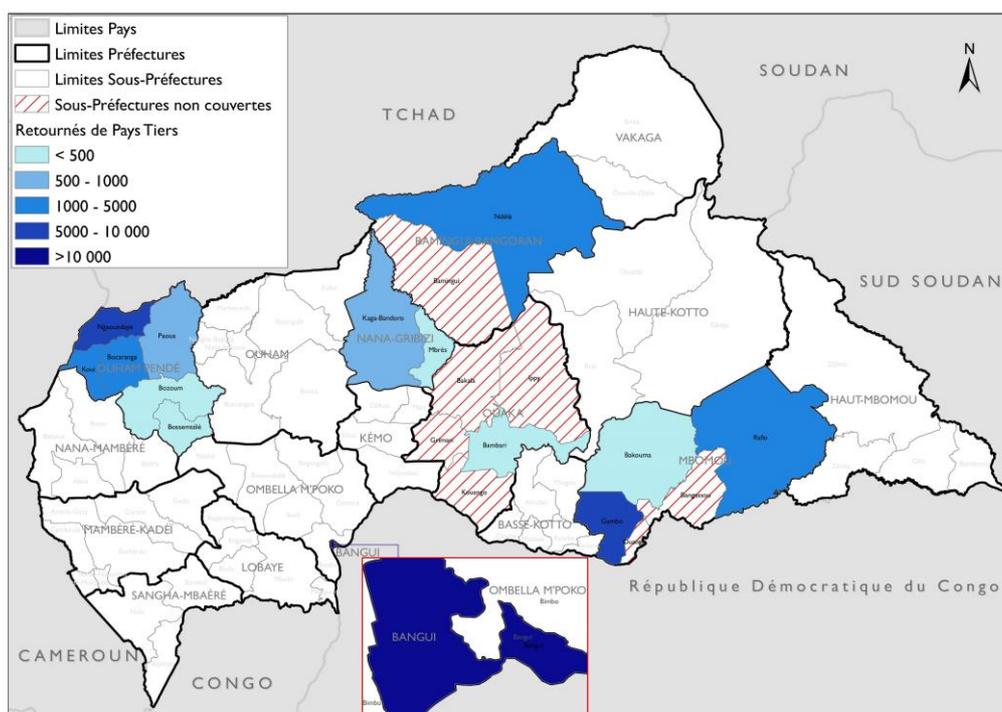
Enfin, la période ayant connu le plus de retour est 2017 avec 88% des mouvements. Les autres retours ont eu lieu en 2016 (8%), 2015 (2%), 2014 (1%), 2013 (1%), et depuis le début de cette année (1%).

POPULATION RETOURNEE D'AUTRES PAYS

Un total de **86 838 retournés d'autres pays** (18 783 ménages) a été identifié dans les huit Préfectures visées par ce round de la DTM. Cette catégorie inclut les nationaux centrafricains qui avaient quitté la RCA du fait de la crise (migrants et réfugiés) mais qui sont depuis rentrés dans leur zone d'origine.

Selon le UNHCR³, au 1^{er} Juin 2018, environ 653 890 Réfugiés Centrafricains seraient encore répartis entre le Cameroun (258 779), La République Démocratique du Congo (176 251), le Tchad (106 940), la République du Congo (31 688), le Soudan (2 221) et le Soudan du Sud (1 877). Cet état des lieux annonce la potentialité de retours futurs selon l'évolution des conditions aussi bien dans les camps de réfugiés voisins, qu'en zone de retour en RCA. La carte ci-dessous présente la répartition géographique des retournés d'autres pays identifiés.

Carte 3 : Répartition des retournés d'autres pays (individus)



La grande majorité des retournés d'autres pays sont revenus en RCA de trois pays : le Tchad (27 999 individus, 32%), la République Démocratique du Congo (27 764 individus, 32%) et le Cameroun (27 278 individus, 31%).

Ces pays sont également les principaux pays d'asile des réfugiés Centrafricains, ce qui pourrait laisser penser que la majorité des retournés d'autres pays identifiés étaient réfugiés ou demandeurs d'asile dans les pays susmentionnés.

Les autres retournés d'autres pays identifiés reviennent du Mali (2 000 individus, 2%), de la République du Congo (1 447 individus, 2%), de la Côte d'Ivoire (300 individus, <1%), de la République du Soudan (25 individus, <1%), et du Nigéria (10 individus, <1%).

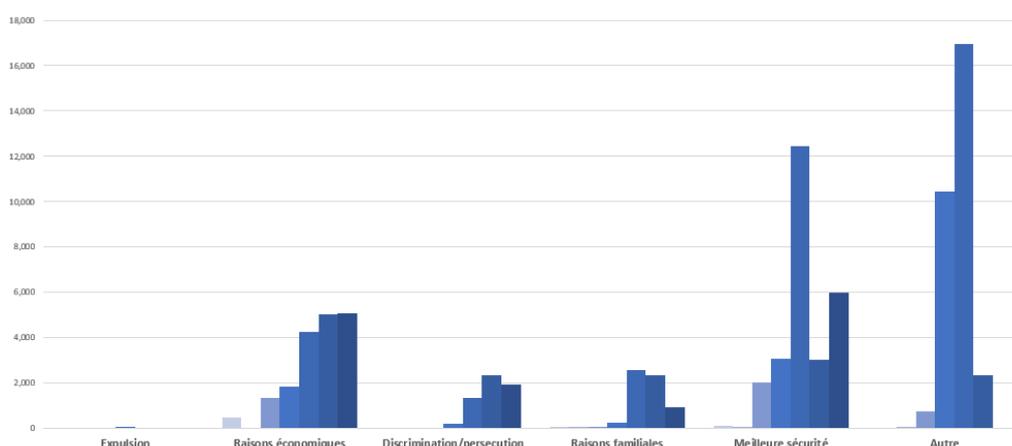
³ <http://data2.unhcr.org/fr/situations/car?id=46>

Tableau 2 : Pays de provenance des retournés d'autres pays (individus)

Pays de retour	Individus (#)	Individus (%)
Tchad	27 999	32%
République Démocratique du Congo	27 764	32%
Cameroun	27 278	31%
Mali	2 000	2%
République du Congo	1 447	2%
Côte d'Ivoire	300	0%
République du Soudan	25	0%
République du Soudan du Sud	15	0%
Nigéria	10	0%
Total	86 838	100%

Une faible proportion de retours est observée en 2013 et 2014 (1% du total). Cela s'explique par le fait que ces deux années ont connu plusieurs pics de violences. Considérant l'ensemble des zones couvertes, les Centrafricains ont commencé à revenir dans ces préfectures en 2015 (4 060 individus, 5%) et cette tendance a progressivement pris de l'ampleur en 2016 (15 705 individus, 18%), avec un pic en 2017 (37 511 individus, 43%). Depuis le début de cette année, les retours de l'étranger restent très importants (15 005 individus, 17%) de Janvier à Mars et (13 857 individus ou 17%) d'Avril à Juin. Cette tendance sur la base de localités couverte laisse présager d'une augmentation du flux de retours d'ici la fin de l'année, à même de dépasser celle de l'année 2017. Le seul frein à ces retours ne saurait être autre que la détérioration de la situation sécuritaire en RCA.

Près du tiers des retournés d'autres pays sont revenus en République Centrafricaine pour des raisons non spécifiées (30 456 individus, 35%). Le fait que la majorité des retournés d'autres pays citent des raisons autres non spécifiées souligne la complexité de la décision de retour, contrairement aux raisons de déplacement des personnes déplacées internes qui sont clairement identifiées et principalement liées aux problèmes sécuritaires. Les individus restants sont rentrés en RCA du fait de la meilleure sécurité (26 528 individus, 31%), des raisons économiques (17 903 individus, 21%), des raisons familiales (6 175 individus, 7% et du fait de discrimination / persécution dans les autres pays (5 772 individus, 71%). Le graphique ci-dessous présente la répartition des retournés d'autre pays et la proportion de retour par raison de retour de l'étranger par année.

Graphique 5 : Répartition des raisons de retour d'autres pays (individus) par année

La section ci-dessous présente les informations détaillées sur les retournés d'autres pays pour chacune des Préfectures couvertes par ce round de la DTM.

Bamingui-Bangoran

1 744 Individus / 365 Ménages

La préfecture de Bamingui-Bangoran accueille 1 744 retournés de pays étrangers. 60% de retours en provenance de pays étrangers dans la préfecture sont en direction de la sous-préfecture de Ndélé, et 40% à destination de Bamingui.

Tous les retours en direction de Ndélé proviennent des régions du Tchad, surtout des régions du Moyen-Chari (34%) et Bar-El-Gazel (25%). La proximité de cette préfecture avec le Tchad explique cette répartition.



39% des raisons des retours sont familiales et 39 autres pourcents motivés par des raisons économiques (la préfecture bénéficie d'une position stratégique comme pôle de commerce transfrontalier RCA/Tchad/Sud-Soudan). 6% des retours du Tchad sont attribués à des situations de discriminations, surtout en provenance de la région du Mayo-Kebbi Est. La perception sécuritaire représente 1% du total des motivations de retour.

Le pic des retours a été atteint en 2017 (34%) et depuis le début de l'année une proportion égale de retours (34%) est déjà enregistrée. Tout porte à croire que cette tendance évoluera graduellement d'ici la fin de l'année 2018, étant donné la proportion de Centrafricains demandeurs d'asile officiels au Tchad (106 940 individus au 1^{er} Juin 2018).

Le Site NRC dans la localité de Sara-Zayon (sous-préfecture de Ndélé) héberge environ 30 individus de cette catégorie.

Bangui

41 150 Individus / 8 230 Ménages

La préfecture de Bangui, dans son 3^e arrondissement, accueille **41 150 retournés** en provenance d'autre pays. Les localités de Camerounais Nord, Gbatouri, Issongo, Sénégalais et Yaloa 2 sont les cinq premiers foyers de concentration de retournés au sein de l'arrondissement.



La majorité des retournés de pays étrangers proviennent du Tchad (45%), et de l'Est du Cameroun (44% des localités de Garoua-Boulai, Meyganga et Touboro). Un pourcentage moins important revient du Mali (5%), de la République Démocratique du Congo (3%), de la République du Congo (3%), et de la Côte d'Ivoire (1%). Ces retours sont justifiés par une amélioration de la sécurité (23%), des raisons économiques (4%) et des raisons familiales (1%). 73% des retours ont eu lieu pour des raisons autres non spécifiées.

Enfin, la majorité des retours (52%) ont eu lieu en 2017, tandis que les retours restants ont eu lieu en 2016 (36%), 2015 (7%) et depuis le début de cette année (5%).

Basse-Kotto

4 128 Individus / 933 Ménages

Les sous-préfectures d'Alindao (66%), Mobaye (32%) Satéma (1%) sont les seules qui hébergent les retournés d'autre pays, au sein de la préfecture de Basse-kotto.

La quasi-totalité de ces flux sont en provenance de la République Démocratique du Congo, principalement de la région de l'équateur. Les raisons avancées pour justifier ce retour comprennent un meilleur sentiment de sécurité (50%) surtout dans les localités du sud de la préfecture, et les besoins économiques (42%). Les motivations familiales représentent 6% de ces flux, et 2% sont attribués aux cas de discriminations rencontrés pendant le déplacement.



Après de faibles cas de retours en 2013 (11% du total des retournés de la préfecture), il a fallu attendre l'année 2017 pour observer de nouveaux flux de retour (moins d'1%) dans la sous-préfecture. Le pic de retours est atteint entre janvier et mars 2018 (80%), contre 9% d'avril à juin.

Haut-Mbomou

3 939 Individus / 1 927 Ménages

En dehors de la sous-préfecture de Bambouti qui n'a pas été évaluée, la préfecture du Haut-Mbomou accueille **3 939 retournés** en provenance d'autre pays. Seule la commune de Zémio abrite cette catégorie de retournés, du fait de sa frontière côté sud avec la République Démocratique du Congo, dont la ville de Zappai. 18 localités au total sont les destinations de ces mouvements retour, parmi lesquels Argue, Mahamat, Kondo, Koumboli, et Kitessa constituent les cinq premiers foyers de concentration au sein de la commune.



La quasi totalité proviennent de la province du Kasai-Oriental dans la République Démocratique du Congo (80%- des localités de Zapai et Ango) et du Soudan du Sud (de la localité de Tambourah).

Ces retours sont à 60% des conséquences d'actes discriminatoires subis par les populations retournées lors de leur séjour de l'autre côté de la frontière. Par ailleurs, 35% sont liés aux raisons économiques et 3% aux raisons familiales.

L'essentiel des mouvements retours est observée dans la préfecture depuis le début de l'année 2018 (93%), dont 72% dans la période de janvier à mars 2018, et 21% entre mai et juin. Les retours restants ont eu lieu en 2017 (7%).

Le Site de la Gendarmerie dans la localité de Argue (sous-préfecture de Zémio) héberge environ 430 individus de cette catégorie.

Mbomou

18 739 Individus / 3 889 Ménages

La préfecture de Mbomou abrite environ **18 739 retournés** en provenance d'autre pays, et repartis entre les sous-préfectures de Bangassou (64%), Rafai (20%), Gambo (14%), Ouango (1%) et Bakouma (1%).



99% des retournés de pays étrangers dans la préfecture de Mbomou proviennent de la République Démocratique du Congo (localités Equateur, Bas-Uélé, Haut-Katanga, Nord Ubangui et Kasai-Central), tandis que les autres retournés reviennent de la République du Congo (1%).

37% de ce flux retour s'est effectué en 2017, contre 63% depuis le début de cette année 2018. On note une constance dans les cas de discrimination comme raison de retour (9%). Alors que les raisons économiques restent majoritaires (48% du total) surtout entre janvier et mars, l'amélioration de la sécurité (19% du total) est le principal facteur de retour entre avril et juin 2018.

Le Site « Petit séminaire » dans la localité de Yougou (sous-préfecture de Ndélé) héberge environ 239 individus de cette catégorie.

Nana-Gribizi

2 628 Individus / 532 Ménages

La préfecture accueille **2 628 retournés** en provenance d'autre pays ; 98% dans la sous-préfecture de Kaga-Bandoro et 2% dans celle de Mbrès. Le quartier Haoussa dans la commune de Kaga-Bandoro hébergerait, à lui seul, près de 1 300 individus retournés.



Le Tchad est le pays de provenance majoritaire avec 79% du total des retournés, suivi de près par le Cameroun (15%) et la République du Congo (6%). Alors que la quasi-totalité du flux retour depuis le Cameroun est motivé par les raisons économiques, ceux en provenance du Tchad sont motivé aussi bien par les raisons économiques que par des cas de persécution. Les flux retour de la République du Congo sont en totalité attribués aux actes discriminatoires ou de persécution.

49% des retours ont eu lieu en 2015, 7% en 2016, 36% en 2017 et 8% depuis le début de l'année.

Ouaka

95 Individus / 19 Ménages

La préfecture accueille **95 retournés** en provenance d'autre pays, tous localisés dans la sous-préfecture de Bambari, particulièrement dans les localités de Abbo 2, Awal 1, Dounda Et Kidjigra 1. Ces individus reviennent du Tchad (28%), Soudan (26%), RDC (21%), Cameroun (14%), et Nigéria (11%).



Ces retours sont justifiés par des raisons familiales (45%), l'amélioration de la sécurité (39%) ou des raisons économiques (5%). Enfin, ces retours ont eu lieu en 2014 (21%), 2015 (3%), 2016 (28%), 2017 (26%) et depuis le début de cette année (21%).

Ouham-Pende

14 415 Individus / 2 888 Ménages

14 415 retournés d'autre pays résident actuellement dans les sous-préfectures de Ngaoundaye (32%), Kouï (25%), Bocaranga (22%), Paoua (15%), Bossem-télé (3%) et Bozoum (3%). Ils reviennent essentiellement de deux pays : le Cameroun (61%) et le Tchad (38%).



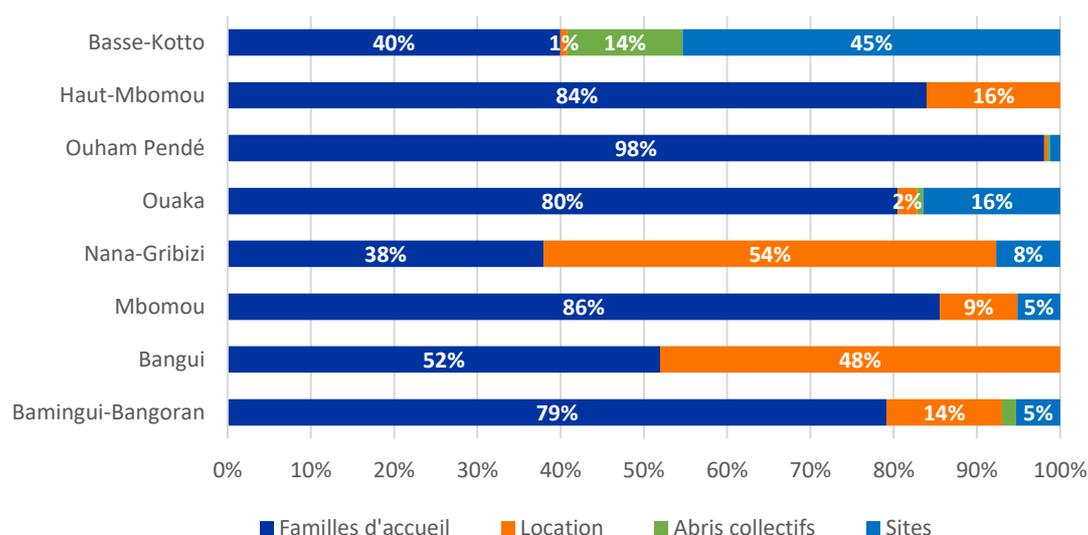
La grande majorité des retournés sont rentrés de l'étranger du fait d'une amélioration de la sécurité (76%), ou de la situation économique (10%) ou encore du fait de discriminations dont ils ont été victimes en zone de déplacement (9%- dont 7% du Tchad et 2% du Cameroun). 5% des retours sont liées aux raisons familiales, et moins d'1% au retour forcé

Enfin, la majorité de ces retours a eu lieu en 2017 (51%), surtout en direction de la sous-préfecture de Ngaoundaye, pour des raisons de meilleure situation sécuritaire. Cette tendance est depuis lors continuelle, avec 9% de retours entre Janvier et Mars, contre 37% entre Avril et Mai 2018.

TYPE D'ABRIS

Dans l'ensemble, en dehors de Nana-Gribizi et la Basse-Kotto, la majorité des ménages déplacés vivent en famille d'accueil. La spécificité de la Basse-Kotto est que la plupart des ménages résident sur des sites. Nana-Gribizi par contre est la préfecture où la majorité des ménages déplacés vivent en location. La figure ci-dessous illustre la répartition des types d'abris par préfecture d'évaluation.

Graphique 7 : Répartition des types d'abris par Préfecture (ménages)

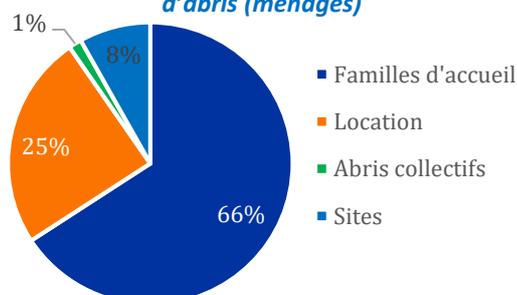


La grande majorité des ménages mobiles (PDI et retourné confondus) identifiés résident avec des familles d'accueil (68%), tandis que 29% des ménages mobiles vivent dans des logements loués, 3% dans des sites, et moins d'un pourcent dans des abris collectifs.

Ici la notion de site fait référence aux lieux de regroupement des PDI, pour la plupart précédemment identifiés par la CMP (commission des mouvements de populations) locale selon certains critères propres au cluster CCCM. Cela exclut les autres catégories d'abris telles les familles d'accueil, la location, et les abris collectifs. Le site peut être formé de manière planifiée ou spontanée.

Un total de **36 sites** a été évalué lors de cet exercice, portant à 15% la proportion des PDI vivant sur des sites⁴. Sur ces sites, 11 313 ménages vivent dans des abris faits de paille/tôle (57%), 7 683 ménages dans des abris faits de bâches (39%), 595 ménages dans les abris en dur (3%) et 100 ménages encore sans abris c'est-à-dire vivant à l'air libre (1%). Les acteurs humanitaires travaillent à améliorer ces conditions tant que perdure la situation de crise.

Graphique 6 : Répartition des types d'abris (ménages)



⁴ Cette proportion est uniquement pour les populations déplacées internes, pris sur le total de PDI identifiés ce round4. Il ne concerne en aucun cas toutes les populations mobiles.

Une proportion non négligeable de PDI ne souhaite pas rentrer dans leur zone de résidence habituelle principalement à cause des raisons sécuritaires et économiques. Une continuité de l'action humanitaire dans l'aide à la reconstruction d'abris dans les zones de provenance, serait un début de solution pour les retours, une fois que la question sécuritaire diminue.

La répartition des abris de ménages mobiles identifiés par préfecture d'évaluation, permet de noter ce qui suit :

- ❖ A **Bamingui-Bangoran** : 79% des ménages déplacés vivent dans des familles d'accueil, 14% en location et 5% vivent sur des sites identifiés.
- ❖ A **Bangui** : 52% des ménages vivent en familles d'accueil et 48% en location.
- ❖ A **Basse-Kotto** : 40% des ménages sont en famille d'accueil, 45% sur des sites et 14% dans des abris collectifs. C'est la seule préfecture à disposer de plus d'1% de ménages dans des abris collectifs.
- ❖ A **Haut-Mbomou** : 84% des ménages sont en famille d'accueil et 16% en location.
- ❖ A **Mbomou** : 86% de la population mobile vit en famille d'accueil, 9% en location et 5% sur les sites.

ANNEXES

Annexe 1 : Liste complète de la population déplacée par sous-préfecture

Préfectures	Sous-Préfectures	Personnes Déplacées Internes		Retournés de RCA		Retournés d'autres pays	
		Ménages	Individus	Ménages	Individus	Ménages	Individus
Bamingui-Bangoran	Bamingui	654	3 368	1 073	5 383	6	23
	Ndélé	1 715	8 704	513	2 491	359	1 721
Bangui	Bangui	20 757	103 785	10 182	50 910	8 230	41 150
Basse-Kotto	Alindao	11 877	54 260	1 987	10 013	611	2 727
	Kembé	396	1 980	31	155	0	0
	Mobaye	54	212	1 242	5 761	310	1 340
	Satéma	2 478	7 593	302	1 511	12	61
Haut-Mbomou	Djéma	607	1 769	0	0	0	0
	Obo	2 721	8 989	0	0	0	0
	Zémio	2 720	6 733	2 750	6 897	1 927	3 939
Mbomou	Bakouma	2 887	14 460	260	1 300	23	115
	Bangassou	10 697	51 627	5 273	24 377	2 526	11 954
	Gambo	2 295	11 526	1 491	7 455	540	2 700
	Ouango	4 741	23 955	534	2 670	31	155
	Rafai	4 709	23 545	1 954	9 924	769	3 815
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	22 884	110 571	13 920	68 398	522	2 578
	Mbrès	3 708	17 349	2 723	13 025	10	50
Ouaka	Bambari	7 735	38 784	1 061	5 308	19	95
Ouham Pendé	Bocaranga	1 167	5 956	3 160	15 930	640	3 188
	Bossemtélé	34	172	113	569	80	403
	Bozoum	123	617	949	4 605	79	400
	Koui	647	3 253	1 478	7 442	702	3 557
	Ngaoundaye	243	1 224	868	4 362	919	4 621
	Paoua	12 039	57 291	10 769	53 117	468	2 246
		117 888	557 723	62 633	301 603	18 783	86 838

Annexe 2 : Liste complète de la population déplacée sur les sites

Communes	Sites	Personnes Déplacées Internes		Retournés de RCA		Retournés d'autres pays	
		Ménages	Individus	Ménages	Individus	Ménages	Individus
Dar-El-Kouti	Site Cité de l'amitié	99	743	0	0	0	0
	Site Cité de la paix	50	302	0	0	0	0
	Site Nrc	73	349	0	0	7	30
Alindao	Site Afaps	191	955	0	0	0	0
	Site Elim	837	4,175	0	0	0	0
	Site Mission Catholique	6,115	25,645	0	0	0	0
	Site PK3	837	4,175	0	0	0	0
Bakou	Site Kongbo	1,375	6,840	0	0	0	0
	Site Ecole Elim	172	860	85	230	0	0
Obo	Site de Zemio	138	410	0	0	0	0
	Site Communuté Peuhl	45	570	0	0	0	0
	Site de Mboki	890	2,272	0	0	0	0
Zémio	Gendarmerie	232	800	68	200	52	430
Bangassou	Site Petit Seminaire	400	1,307	0	0	25	239
Gambo	Site Gendarmerie	286	1,430	0	0	0	0
	Site Sous-préfecture	580	2,912	0	0	0	0
Ouango	Site île Nzere	289	1,495	114	570	0	0
Rafai	Site Aim	75	375	0	0	0	0
	Site A	144	915	0	0	0	0
	Site B	143	1,500	0	0	0	0
Grivaï-Pamia	Site Kaba	90	411	0	0	0	0
	Site Sindi 3	110	550	0	0	0	0
Kaga-Bandoro	Site Minusca	2,583	11,050	0	0	0	0
	Site Lazaret	1,212	4,517	0	0	0	0
	Site Mbella	631	1,323	0	0	0	0
Nana-Outa	Site Houradjafoun	211	1,055	0	0	0	0
Bocaranga	Site Camp Cathéchiste	30	187	0	0	0	0
Paoua	Site Aéroport	257	1,285	0	0	0	0
	Site EEF Avenue	179	880	0	0	0	0
	Site Ecole Mixte Betokomia	267	914	0	0	0	0
	Site Ecole mixte sp Paoua	106	540	0	0	0	0
	Site Paoua Centre	180	960	0	0	0	0
	Site EEF Lycee	67	310	0	0	0	0
	Site Novicia	67	331	0	0	0	0
	Site EEF Saramandja	200	1,050	0	0	0	0
	Site Saramandja	73	365	0	0	0	0

Annexe 3 : Liens vers les pages RCA des sites de la DTM

Les produits DTM de la RCA, sont disponibles sur l'un des liens ci-dessous :

<https://displacement.iom.int/central-african-republic>

<http://www.globaldtm.info/fr/central-african-republic/>